

Économie politique des cryptoactifs en Équateur : inclusion financière, régulation et éducation communautaire

**Political economy of cryptocurrencies in Ecuador:
financial inclusion, regulation and community education**

*Economía política de las criptomonedas en Ecuador:
inclusión financiera, regulación y educación comunitaria*

Zúñiga-Orozco, Jairo A.

Universidad Regional Autónoma de los Andes, Équateur

jairozo76@uniandes.edu.ec

 <https://orcid.org/0009-0003-3396-2361>

Aldana-Zavala, Julio J.

Universidad Regional Autónoma de los Andes, Équateur

ur.julioaz41@uniandes.edu.ec

 <https://orcid.org/0000-0002-7934-9103>

Résumé

Cet article analyse la relation entre les cryptomonnaies, l'inclusion financière et les défis réglementaires en Équateur, en considérant l'éducation financière communautaire comme une dimension stratégique pour interpréter les opportunités et les risques. La recherche adopte une approche qualitative, de portée descriptive-analytique et de type documentaire, fondée sur l'analyse juridique, documentaire et historico-institutionnelle

de sources normatives, institutionnelles et académiques. Les résultats montrent que l'expansion des cryptomonnaies en Équateur s'est produite de manière progressive et informelle, dans un contexte d'ambiguïté réglementaire persistante. Des opportunités ont été identifiées en matière de remises, de commerce numérique et d'inclusion financière, mais aussi des risques liés à la volatilité, à la fraude, à l'insuffisance de protection des usagers et à l'absence de supervision intégrale. Il est également observé qu'une approche exclusivement restrictive s'avère insuffisante pour gouverner ce phénomène. En conclusion, la valeur sociale des cryptoactifs dépend principalement des conditions réglementaires, institutionnelles et pédagogiques qui orientent leur intégration dans l'économie équatorienne.

Mots-clés : cryptomonnaies, inclusion financière, régulation financière, éducation financière, Équateur.

Abstract

This article analyzes the relationship between cryptocurrencies, financial inclusion, and regulatory challenges in Ecuador, positioning community financial education as a strategic dimension to understand associated opportunities and risks. The study follows a qualitative, descriptive-analytical, and documentary design, based on legal, documentary, and historical-institutional analysis of normative, institutional, and academic sources. Results show that the expansion of cryptocurrencies in Ecuador has occurred gradually and informally within a context of persistent regulatory ambiguity. Opportunities are identified in remittances, digital commerce, and financial inclusion, alongside risks related to volatility, fraud, lack of user protection, and absence of comprehensive supervision. The findings also indicate that an exclusively restrictive approach is insufficient to govern this phenomenon. The study concludes

that the social value of crypto-assets depends less on their operational advantages than on the regulatory, institutional, and educational conditions shaping their integration into the Ecuadorian economy.

Keywords: cryptocurrencies, financial inclusion, financial regulation, financial education, Ecuador.

Resumen

Este artículo analiza la relación entre criptomonedas, inclusión financiera y desafíos regulatorios en Ecuador, situando la educación financiera comunitaria como una dimensión estratégica para interpretar sus oportunidades y riesgos. La investigación adopta un enfoque cualitativo, de alcance descriptivo-analítico y diseño documental, basado en análisis jurídico, documental e histórico-institucional de fuentes normativas, institucionales y académicas. Los resultados muestran que la expansión de las criptomonedas en Ecuador se ha producido de forma gradual e informal, en un contexto de ambigüedad regulatoria persistente. Se identifican oportunidades en remesas, comercio digital e inclusión financiera, junto con riesgos asociados a volatilidad, fraude, desprotección del usuario y ausencia de supervisión integral. Asimismo, se observa que un enfoque exclusivamente restrictivo resulta insuficiente para gobernar el fenómeno. Se concluye que el valor social de los cryptoactivos depende principalmente de las condiciones regulatorias, institucionales y pedagógicas que orientan su inserción en la economía ecuatoriana.

Palabras clave: criptomonedas, inclusión financiera, regulación financiera, educación financiera, Ecuador.

Reçu : 5 juin 2026 - Accepté : 11 septembre 2026

1. Introduction

Au cours de la dernière décennie, les cryptomonnaies ont cessé d'être une innovation marginale pour devenir un objet central de débat dans l'économie politique contemporaine. Plus qu'un simple instrument technologique de paiement ou d'investissement, ces actifs condensent des transformations plus larges liées à la numérisation des finances, à l'expansion de nouveaux intermédiaires et à la reconfiguration des relations entre l'État, le marché et la citoyenneté. Dans les économies périphériques, ce processus acquiert une densité particulière, dans la mesure où la financiarisation ne se limite pas à l'approfondissement du crédit ou des marchés financiers, mais s'inscrit également dans une insertion subordonnée dans des circuits globaux de valorisation, d'innovation et de risque (Bonizzi, 2013 ; Kaltenbrunner et Paineira, 2018). En Amérique latine, cette dynamique a alimenté un débat croissant sur le caractère ambivalent des cryptomonnaies : d'une part, comme mécanisme potentiel d'inclusion financière, de réduction des

coûts de transaction et d'élargissement des opportunités pour les secteurs sous-desservis ; d'autre part, comme vecteur de volatilité, d'opacité réglementaire, de fraude et de vulnérabilité des usagers (Pilacúan Cadena et al., 2021 ; Ayón Vélez et al, 2021).

En Équateur, cette tension se manifeste de manière particulièrement nette. Depuis l'entrée en vigueur du *Código Orgánico Monetario y Financiero* en 2014, l'ordre juridique national a réaffirmé la centralité du dollar américain et restreint la légitimité des moyens de paiement non autorisés par l'institutionnalité monétaire. Dans le même sens, le *Banco Central del Ecuador* a rappelé à plusieurs reprises que les cryptoactifs ne constituent ni une monnaie ayant cours légal ni un moyen de paiement autorisé dans le pays, tout en mettant en garde contre leur forte volatilité et l'absence de supervision étatique. Toutefois, cette position restrictive coexiste avec l'expansion informelle de l'usage des cryptoactifs dans les transferts de fonds, le commerce numérique, les services transfrontaliers et les pratiques d'investissement

de détail. À cela s'ajoute la *Ley Orgánica para la transformación digital y audiovisual* de 2023, qui promeut un cadre général de modernisation et d'innovation sans définir de manière spécifique la gouvernance des actifs cryptographiques. Il en résulte une configuration institutionnelle ambivalente, caractérisée par la promotion de l'économie numérique et, simultanément, par un statut juridique fragmentaire et insuffisant des cryptomonnaies (Rivadeneira-Ramos et Rivadeneira-Pazmiño, 2023).

Ce contexte met en évidence un problème qui dépasse la dimension strictement technique ou pénale généralement associée au débat sur les cryptoactifs. En réalité, l'enjeu concerne la manière dont une économie périphérique et dollarisée gère la tension entre innovation financière, souveraineté monétaire, protection des usagers et ouverture à de nouveaux circuits numériques d'échange. Bien que la littérature juridique et économique sur l'Équateur ait décrit le caractère non autorisé des cryptomonnaies et certains de leurs risques normatifs, les

analyses adoptant une perspective d'économie politique, capable d'articuler régulation, inclusion financière et conflits entre acteurs étatiques, économiques et sociaux, restent limitées (Valencia Marín, 2021 ; Álvarez-Figueroa, 2022 ; Muñoz Ortiz, 2024). Par ailleurs, si le potentiel des cryptomonnaies en matière d'inclusion financière a été souligné au niveau régional, celui-ci dépend de conditions institutionnelles, réglementaires et pédagogiques permettant d'éviter que cette promesse ne se traduise par de nouvelles asymétries informationnelles et des vulnérabilités accrues (Morales Gualotuña, 2022).

Dans ce contexte, le présent article propose d'analyser les cryptomonnaies en Équateur non seulement comme des actifs émergents, mais comme un champ de conflictualité réglementaire et sociale dans lequel convergent logiques de marché, capacités étatiques et exigences de protection et d'inclusion. L'éducation financière communautaire y est envisagée non comme une solution isolée, mais comme une médiation sociale essentielle pour comprendre les processus

d'appropriation, de prévention de la fraude et de participation citoyenne dans un écosystème financier numérique en expansion. La question centrale qui guide cette recherche est la suivante : de quelle manière l'expansion informelle des cryptomonnaies en Équateur reconfigure-t-elle les relations entre inclusion financière, régulation étatique et citoyenneté économique dans un contexte de périphérie et de numérisation accélérée ?

Sur cette base, l'objectif de l'étude est d'analyser la relation entre les cryptomonnaies, l'inclusion financière et les défis réglementaires en Équateur, en situant l'éducation financière communautaire comme une dimension stratégique pour interpréter les opportunités et les risques de ce processus. L'argument central soutient qu'en l'absence d'un cadre réglementaire intégral, l'essor des cryptoactifs peut générer des opportunités d'accès et de dynamisation économique, mais également accentuer les asymétries d'information, l'exposition aux fraudes et les tensions avec l'ordre monétaire existant. Dans cette perspective, le cas équatorien permet

d'éclairer des transformations plus larges de l'économie politique latino-américaine, notamment la financiarisation périphérique, la numérisation des échanges et la reconfiguration des relations entre État, marché et société (Bonizzi, 2013 ; Kaltenbrunner et Paineira, 2018 ; Parella et Speroni, 2018).

2. Méthodologie

La recherche suit une approche qualitative, de portée descriptive-analytique et de type documentaire. Ce choix méthodologique s'est avéré pertinent pour examiner la configuration juridique, institutionnelle et discursive des cryptomonnaies en Équateur, ainsi que les tensions entre innovation financière, régulation étatique et inclusion économique. Plutôt que de mesurer des niveaux d'adoption à l'aide de techniques quantitatives, l'étude s'est concentrée sur la reconstruction du traitement normatif et institutionnel du phénomène et sur l'analyse de ses implications pour la citoyenneté économique dans un contexte d'économie numérique émergente.

L'approche méthodologique combine analyse documentaire, analyse juridique et reconstruction historico-institutionnelle. L'analyse documentaire permet de systématiser des sources normatives, institutionnelles et académiques pertinentes afin d'identifier les principales positions relatives à l'usage des cryptomonnaies en Équateur. L'analyse juridique est orientée vers l'examen du statut formel des cryptoactifs dans l'ordre juridique équatorien, en accordant une attention particulière aux dispositions relatives à la politique monétaire, aux moyens de paiement, à la prévention des activités illicites et à la protection des usagers. Quant à la reconstruction historico-institutionnelle, elle permet de situer l'évolution de la position de l'État, depuis l'interdiction des monnaies numériques non émises par la Banque centrale de l'Équateur jusqu'à la coexistence actuelle entre restriction normative et expansion informelle des pratiques liées aux cryptoactifs.

Le corpus analysé est constitué de quatre types de matériaux. Premièrement, des

sources normatives primaires sont soumises à l'examen, notamment le *Código Orgánico Monetario y Financiero*, ainsi que des dispositions connexes du système juridique équatorien et des réglementations relatives au commerce électronique et à la transformation numérique. Deuxièmement, des déclarations et bulletins institutionnels émis par des organismes publics, en particulier par le *Banco Central del Ecuador*, ont été analysés. Troisièmement, la littérature académique spécialisée sur les cryptomonnaies, l'inclusion financière, la régulation et l'économie numérique en Équateur et en Amérique latine a été prise en compte. Quatrièmement, des documents secondaires et des études de cas issus de la littérature récente ont été intégrés afin d'illustrer des risques concrets de fraude, des lacunes réglementaires et des modalités d'appropriation sociale des cryptoactifs.

La sélection du corpus a répondu à des critères de pertinence thématique, de pertinence analytique et d'actualité. Ont été privilégiés les documents permettant de répondre à

trois dimensions centrales du problème de recherche : a) l'évolution du traitement juridique et institutionnel des cryptomonnaies en Équateur ; b) les opportunités économiques et inclusives associées à leur usage ; et c) les risques réglementaires, fiscaux et de protection des usagers découlant de leur expansion en l'absence d'un cadre spécifique. En ce qui concerne la bibliographie académique, les travaux récents ont été privilégiés, sans exclure des contributions antérieures nécessaires à la contextualisation du débat normatif et financier.

La procédure analytique enchaîne trois phases. Dans un premier temps, le corpus documentaire est localisé, classé et analysé de manière systématique. Dans un deuxième temps, une matrice d'analyse est élaborée autour de catégories préalablement définies : inclusion financière, régulation étatique, souveraineté monétaire, risques de fraude, prévention des activités économiques illicites et éducation financière. Enfin, dans une troisième phase, les résultats sont interprétés de

manière relationnelle, afin d'identifier convergences, tensions et lacunes entre le cadre normatif, l'expansion pratique des cryptomonnaies et les besoins en matière d'éducation financière communautaire.

Cette approche ne vise pas à établir des relations causales généralisables ni à mesurer statistiquement le comportement des usagers. Son objectif est de proposer une interprétation rigoureuse du cas équatorien à partir de l'analyse de ses cadres réglementaires, de ses dynamiques institutionnelles et de ses enjeux socio-économiques. Dans cette perspective, la recherche privilégie la cohérence analytique de l'étude de cas et l'articulation entre sources juridiques, institutionnelles et académiques comme base pour comprendre la spécificité du phénomène en Équateur.

3. Résultats

3.1 Évolution de l'usage des cryptomonnaies en Équateur

L'analyse réalisée montre que l'introduction des cryptomonnaies en Équateur n'a

pas résulté d'un processus institutionnellement régulé, mais d'un développement progressif et majoritairement informel, impulsé par des circuits technologiques, les transferts de fonds internationaux, le commerce numérique et des pratiques d'investissement de détail. Bien que l'État ait maintenu une position restrictive quant à leur reconnaissance comme moyen de paiement autorisé, une appropriation sociale croissante de ces actifs a été observée parmi différents segments de la population. Cet essor ne s'est pas produit dans un vide économique, mais dans un contexte marqué par la numérisation des transactions et la circulation accrue de plateformes globales d'intermédiation financière (Rivadeneira-Ramos et Rivadeneira-Pazmiño, 2023).

3.2 Ambiguïté normative et traitement institutionnel

Les résultats mettent en évidence que le traitement juridique des cryptomonnaies en Équateur demeure caractérisé par une ambiguïté réglementaire persistante. D'une

part, le cadre monétaire national réaffirme la centralité du dollar américain et limite la reconnaissance formelle de moyens de paiement non autorisés. D'autre part, aucune régulation intégrale ne définit de manière spécifique le statut juridique des cryptomonnaies, leurs conditions de circulation ni les mécanismes de supervision applicables. Cette situation a généré un décalage entre la norme et la pratique, dans lequel l'expansion des cryptoactifs se poursuit sans cadre institutionnel suffisamment structuré pour organiser les responsabilités et protéger les usagers (Valencia Marín, 2021 ; Álvarez-Figueroa, 2022).

3.3 Opportunités économiques associées à l'usage des cryptoactifs

L'étude indique que les cryptomonnaies sont perçues comme des instruments susceptibles d'élargir certaines opportunités économiques. Parmi les principaux avantages observés figurent la réduction des coûts des transferts internationaux, la rapidité des opérations transfrontalières, la facilitation des échanges numériques et l'ouverture d'alternatives

pour les populations ayant un accès limité aux services financiers traditionnels. Ces outils acquièrent une importance particulière dans les contextes liés aux *remesas* (remises migratoires), aux paiements pour services numériques et aux activités économiques connectées aux marchés internationaux (Pilacúan Cadena et al., 2021).

3.4 Risques pour les usagers et faiblesses de la protection institutionnelle

Parallèlement à ces opportunités, les résultats montrent que l'expansion des cryptomonnaies en Équateur s'accompagne de risques significatifs pour les usagers. On constate des problèmes liés à la volatilité des actifs, à l'opacité de certaines plateformes d'échange, à l'insuffisance d'information pour la prise de décision et à l'absence de dispositifs efficaces de protection contre les fraudes ou les pertes patrimoniales. L'analyse de cas documentés indique que, en l'absence de régulation spécifique, les personnes affectées par des schémas frauduleux rencontrent des difficultés pour obtenir réparation et soutien

institutionnel. Ainsi, l'écosystème crypto en Équateur se configure comme un espace caractérisé par de fortes asymétries informationnelles et des vulnérabilités économiques et juridiques (Ayón Vélez et al., 2021).

3.5 Tensions entre innovation, contrôle étatique et prévention des activités illicites

Il appert également que le débat sur les cryptomonnaies en Équateur dépasse leur utilité économique pour s'inscrire dans une tension structurelle entre innovation financière, contrôle étatique et prévention des activités illicites. Les préoccupations institutionnelles se concentrent notamment sur des usages potentiels liés au blanchiment de capitaux, à l'évasion fiscale et aux fraudes. Toutefois, l'analyse montre qu'une approche fondée exclusivement sur l'interdiction ou la mise en garde institutionnelle s'avère insuffisante pour appréhender la complexité du phénomène. L'expansion des cryptoactifs ne disparaît pas en l'absence de reconnaissance juridique, mais tend à se déplacer vers des

espaces informels, augmentant ainsi les risques et les difficultés d'intervention publique (Muñoz Ortiz, 2024).

3.6 Centralité de l'éducation financière communautaire

Enfin, les résultats pointent que l'éducation financière communautaire émerge comme une dimension stratégique face à la croissance informelle des cryptomonnaies. L'analyse montre qu'une part importante des risques identifiés ne découle pas uniquement de la technologie elle-même, mais des lacunes en matière de connaissance concernant son fonctionnement, la sécurité opérationnelle, la prévention des fraudes et les implications juridiques. Dans ce contexte, l'éducation financière apparaît comme une médiation essentielle pour réduire les vulnérabilités, renforcer les capacités décisionnelles des usagers et favoriser une participation plus informée dans un environnement financier numérique en développement (Morales Gualotuña, 2022). Ce résultat justifie l'intégration d'une proposition éducative

comme réponse appliquée aux lacunes identifiées dans l'analyse documentaire.

4. Discussion

Les résultats obtenus permettent d'affirmer que le cas équatorien ne peut être interprété uniquement comme un problème technique ou juridique, mais comme une expression des transformations plus larges de l'économie politique de la numérisation financière. L'expansion des cryptomonnaies en Équateur montre que, même sans reconnaissance formelle en tant que monnaie ayant cours légal ou moyen de paiement autorisé, les cryptoactifs se sont insérés dans des pratiques économiques liées aux transferts de fonds, aux échanges transfrontaliers, à l'épargne alternative et au commerce numérique. Cette dynamique confirme que, dans les économies périphériques, l'innovation financière ne se déploie pas dans un vide institutionnel, mais dans des cadres d'intégration subordonnés aux circuits globaux de valorisation et de risque (Bonizzi, 2013 ; Kaltenbrunner et Paineira, 2018). Dans le cas équatorien, des

travaux récents soulignent également que l'expansion des cryptomonnaies s'articule à des processus plus larges de numérisation économique, marqués par une appropriation sociale encore traversée par l'incertitude normative et l'hétérogénéité des usages (Rivadeneira-Ramos et Rivadeneira-Pazmiño, 2023 ; Pilacúan Cadena et al., 2021).

Dans cette perspective, le cas équatorien montre que l'inclusion financière associée aux cryptomonnaies ne peut être appréhendée de manière linéaire ou normative. Si ces actifs peuvent réduire les coûts de transaction et élargir les options pour les populations peu intégrées au système bancaire traditionnel, ils reproduisent également des asymétries d'information significatives, une exposition accrue aux fraudes et des conditions de vulnérabilité patrimoniale. Ainsi, la promesse de démocratisation financière apparaît fortement conditionnée par des facteurs réglementaires, institutionnels et pédagogiques. En l'absence d'un cadre clair de supervision et de protection des usagers, l'expansion de l'écosystème cryptographique

tend à transférer les risques vers les individus, qui opèrent dans un environnement caractérisé par une forte incertitude normative et technologique (Valencia Marín, 2021). Cette articulation entre opportunité économique et fragilité réglementaire a également été mise en évidence dans des études portant sur le cas équatorien, qui soulignent les risques d'implémentation, les lacunes de protection juridique et les usages différenciés selon les capacités de connaissance et d'accès (Ayón Vélez et al., 2021 ; Morales Gualotuña, 2022).

Du point de vue de l'économie politique, cette situation révèle une tension plus profonde entre souveraineté monétaire, contrôle étatique et innovation financière. En Équateur, le cadre monétaire réaffirme la centralité du dollar américain, tandis que les autorités financières soutiennent que les cryptoactifs ne constituent pas un moyen de paiement autorisé. Toutefois, cette position restrictive coexiste avec leur diffusion dans divers circuits économiques, mettant en évidence un décalage persistant entre norme et pratique sociale. Plus qu'une simple lacune

technique, ce vide réglementaire reflète les difficultés de l'État à gouverner de nouvelles infrastructures numériques d'échange dans un contexte de transformation accélérée. Sur le plan juridique et fiscal, plusieurs travaux convergent pour souligner que l'absence de législation spécifique complique à la fois la protection des usagers et la définition du statut juridique des cryptoactifs en Équateur (Álvarez-Figueroa, 2022 ; Muñoz Ortiz, 2024 ; Valencia, 2021).

Par ailleurs, l'analyse montre qu'une approche exclusivement prohibitive ou fondée sur des avertissements institutionnels s'avère insuffisante. La circulation sociale des cryptoactifs ne disparaît pas en l'absence de reconnaissance juridique : elle tend plutôt à se déplacer vers des espaces informels, moins transparents et potentiellement plus risqués. Cela suggère que la régulation ne doit pas se limiter à la réaction pénale face aux fraudes, mais intégrer des mécanismes préventifs de traçabilité, de protection du consommateur financier et de formation citoyenne. En d'autres termes, la gouvernance

des cryptomonnaies requiert une articulation entre capacité réglementaire, supervision institutionnelle et éducation financière. Cette nécessité apparaît d'autant plus évidente à la lumière des travaux qui documentent les fraudes et l'exploitation des lacunes normatives dans le contexte équatorien (Ayón Vélez et al., 2021 ; Muñoz Ortiz, 2024).

Dans ce cadre, l'éducation financière communautaire acquiert sa centralité analytique. Les résultats indiquent qu'une part significative des risques observés ne découle pas uniquement des caractéristiques techniques des cryptoactifs, mais des déficits de connaissance relatifs à leur fonctionnement, à la sécurité opérationnelle, aux implications fiscales et aux limites du cadre juridique national. Par conséquent, l'éducation financière ne doit pas être envisagée comme un complément accessoire, mais comme une médiation stratégique entre innovation et citoyenneté économique. Sa fonction ne se limite pas à l'apprentissage technique, mais inclut le développement de capacités critiques pour évaluer les risques, identifier les

fraudes, comprendre les obligations légales et participer aux débats réglementaires. À cet égard, la littérature sur l'adoption des cryptomonnaies en Équateur met également en évidence l'influence des asymétries de connaissance et des niveaux de confiance différenciés sur les comportements d'usage (Morales Gualotuña, 2022).

En somme, le cas équatorien suggère que les cryptomonnaies constituent un champ émergent où se recomposent simultanément opportunités économiques, tensions réglementaires et nouvelles formes de vulnérabilité sociale. Son analyse contribue à l'économie politique latino-américaine en montrant comment une économie périphérique et dollarisée fait face à l'expansion d'infrastructures financières numériques en l'absence d'un cadre normatif consolidé. Dans ce contexte, l'inclusion financière ne peut être socialement pertinente que si elle s'accompagne de mécanismes effectifs de régulation, de protection des usagers et de formation citoyenne (Bonizzi, 2013 ; Kaltenbrunner et Paineira, 2018 ;

Valencia Marín, 2021). Cette lecture converge également avec des travaux publiés dans *Autoctonía* qui mettent en évidence les dynamiques de production de la vulnérabilité sociale à travers des dispositifs institutionnels et des asymétries d'accès (Maggi et Trabalón, 2019).

4.1. Proposition d'éducation financière communautaire

À partir des lacunes identifiées, une stratégie d'éducation financière communautaire est proposée afin de renforcer les capacités d'usage responsable, de prévention de la fraude et de compréhension du cadre réglementaire des cryptomonnaies en Équateur. Cette proposition constitue une réponse appliquée à l'expansion informelle des cryptoactifs et aux asymétries d'information affectant particulièrement les usagers non spécialisés, les bénéficiaires de transferts de fonds, les micro-entrepreneurs et les populations faiblement bancarisées. Elle s'inscrit dans la nécessité de médiatiser socialement les effets de l'innovation financière dans des contextes d'intégration périphérique, où

les opportunités d'accès coexistent avec des formes accrues de vulnérabilité (Bonizzi, 2013 ; Valencia Marín, 2021).

La proposition repose sur une structure modulaire articulée autour de cinq dimensions : fondements de l'économie numérique et des cryptoactifs, sécurité opérationnelle et prévention des fraudes, opportunités économiques légitimes, cadre juridique et fiscal national, et usage éthique des technologies financières. Plutôt que de promouvoir une adoption non critique des cryptomonnaies, le programme vise à développer des compétences citoyennes permettant d'évaluer les risques, de protéger les ressources, de comprendre les limites normatives et de participer de manière informée aux environnements financiers numérisés. Cette orientation apparaît particulièrement pertinente dans le contexte équatorien, caractérisé par la coexistence entre expansion pratique des cryptoactifs, avertissements institutionnels et absence de régulation spécifique (Banco Central del Ecuador, 2024 ; Muñoz Ortiz, 2024).

Du point de vue des politiques publiques, cette stratégie vise à compléter (et non se substituer à) la fonction régulatrice de l'État. Elle repose sur l'idée que la gouvernance des cryptoactifs dépend non seulement des cadres juridiques et institutionnels, mais également des capacités sociales à interpréter et à gérer les risques de l'innovation financière. Dans ce sens, l'éducation communautaire apparaît comme un levier central pour articuler inclusion financière, protection des usagers et citoyenneté économique dans un contexte de transformation numérique accélérée (Bonizzi, 2013 ; Kaltenbrunner et Paineira, 2018).

5. Conclusions

L'analyse réalisée a permis de soutenir que l'essor des cryptomonnaies en Équateur constitue un processus social et économique pertinent qui n'a pas été accompagné par une architecture réglementaire intégrale. Dans ce contexte, les cryptoactifs ne peuvent être appréhendés uniquement comme des instruments technologiques ou financiers,

mais comme faisant partie d'une transformation plus large liée à la numérisation des échanges, à la reconfiguration des relations entre État, marché et citoyenneté, ainsi qu'à l'émergence de nouvelles formes d'inclusion et de vulnérabilité au sein d'une économie périphérique et dollarisée (Bonizzi, 2013 ; Kaltenbrunner et Paineira, 2018).

Les résultats ont montré que les cryptomonnaies ont pu ouvrir des opportunités économiques concrètes, notamment dans des domaines tels que les transferts transfrontaliers, les envois de fonds, le commerce numérique et l'accès à des alternatives d'échange pour des secteurs faiblement intégrés au système bancaire traditionnel. Toutefois, ces bénéfices potentiels coexistent avec des risques tout aussi significatifs, parmi lesquels la volatilité, l'opacité de certaines plateformes, l'exposition aux fraudes et l'absence de mécanismes effectifs de protection des utilisateurs. Par conséquent, l'inclusion financière associée aux cryptoactifs ne peut être considérée comme un processus linéaire ni intrinsèquement démocratisant,

mais plutôt comme un champ traversé par des asymétries d'information, des lacunes institutionnelles et des tensions normatives.

D'un point de vue d'économie politique, le cas équatorien met en évidence la difficulté de l'État à gouverner de nouvelles infrastructures financières numériques dans un environnement où l'innovation progresse plus rapidement que la régulation. La persistance d'un écart entre l'avertissement formel et la circulation effective des cryptoactifs montre qu'une approche exclusivement restrictive s'avère insuffisante. Dès lors, le débat sur les cryptomonnaies en Équateur ne devrait pas se réduire à une dichotomie entre acceptation et interdiction, mais s'orienter vers la construction de mécanismes de gouvernance articulant innovation, supervision institutionnelle et protection des citoyens (Valencia Marín, 2021 ; Banco Central del Ecuador, 2024).

Dans ce cadre, l'éducation financière communautaire acquiert une importance particulière en tant que réponse appliquée aux lacunes

identifiées. Son rôle ne consiste pas à se substituer à la fonction régulatrice de l'État, mais à compléter la gouvernance des cryptoactifs par le renforcement des capacités sociales à comprendre les risques, prévenir les fraudes, interpréter le cadre normatif et participer de manière plus informée aux environnements financiers numérisés. Ainsi, le cas équatorien contribue au présent dossier en montrant comment une économie latino-américaine périphérique et dollarisée traite l'expansion des actifs numériques dans un contexte d'ambiguïté normative, de financiarisation émergente et de tensions croissantes autour de la souveraineté monétaire, de la régulation et de l'inclusion.

Rôles respectifs des auteurs dans l'élaboration de la contribution :

Auteur/autrice 1 : Conceptualisation ;
Investigation ; Rédaction – version initiale
; Rédaction – révision et correction

Auteur/autrice 2 : Méthodologie ; Analyse
formelle ; Rédaction – révision et correction

Références citées

Álvarez-Figueroa, K. V. (2022): «El régimen jurídico fiscal de las criptomonedas en Ecuador», *UDA Law Review*, (4)1, pp. 75-84.
<http://dx.doi.org/10.33324/udalawreview.v4i1.614>

Ayón Vélez, M. F., A. N. Bermúdez Rodríguez, K. J. Morán Tigua y M. J. Marcillo Merino (2021): «Riesgos que conllevan la implementación de las criptomonedas en Ecuador», *UNESUM-Ciencias. Revista Científica Multidisciplinaria*, 5(3), pp. 105-112.

Banco Central del Ecuador (2024): «Los criptoactivos no son una moneda de curso legal, ni un medio de pago autorizado en Ecuador». comunicado, 12 de agosto Disponible en web: <https://www.bce.fin.ec> [Consulta: 28 de marzo de 2026].

Bonizzi, B. (2013): «Financialization in Developing and Emerging Countries», *International Journal of Political Economy*,

42(4), pp. 83-107. <http://dx.doi.org/10.2753/IJP0891-1916420405>

Kaltenbrunner, A. y J. P. Paineira (2018): «Subordinated Financial Integration and Financialisation in Emerging Capitalist Economies: The Brazilian Experience», *New Political Economy*, 23(3), pp. 290-313. <http://dx.doi.org/10.1080/13563467.2017.1349089>

Maggi, M. F. y C. I. Trabalón (2019): «Migrantes, madres y alumnas: las diversas presencias de mujeres bolivianas en escuelas de Córdoba (Argentina)», *Autoctonía. Revista de Ciencias Sociales e Historia*, 3(2), pp. 201-223. <http://dx.doi.org/10.23854/autoc.v3i2.123>

Morales Gualotuña, A. M. (2022): *Conocimiento y disposición a la utilización de criptomonedas en jóvenes entre 18 a 29 años de la ciudad de Quito*, Tesis de grado inédita, Pontificia Universidad Católica del Ecuador, Quito.

Muñoz, E. (2024): *Regulación tributaria del uso de criptomonedas en el Ecuador: análisis*

del estado actual y necesidades de regulación, Tesis de grado inédita, Universidad de Cuenca, Cuenca.

Parella, S. y T. Speroni (2018): «Las perspectivas transnacionales para el análisis de la protección social en contextos migratorios», *Autoctonía. Revista de Ciencias Sociales e Historia*, 2(1), pp. 37-56. <http://dx.doi.org/10.23854/autoc.v2i1.59>

Pilacúan Cadena, J., X. Espinoza Herrera, S. Carreño Llaguno y B. Palacios Alcivar (2021): «Criptomonedas: funcionamiento, oportunidades y amenazas», *Res Non Verba. Revista Científica*, 11(2), pp. 174-193. <http://dx.doi.org/10.21855/resnonverba.v11i2.604>

Rivadeneira-Ramos, E. y D. Rivadeneira-Pazmiño (2023): «Las criptomonedas y la economía digital, una visión en el Ecuador», *593 Digital Publisher CEIT*, 8(3), pp. 5-21. <http://dx.doi.org/10.33386/593dp.2023.3.1752>

Valencia Marín, F. D. (2021): «Panorama actual del bitcóin. Una descripción práctica y jurídica

de las criptomonedas en Colombia y Ecuador»,
Foro: *Revista de Derecho*, 36, pp. 49-71. [http://
dx.doi.org/10.32719/26312484.2021.36.3](http://dx.doi.org/10.32719/26312484.2021.36.3)